

VillaGillet

Recherches contemporaines

Lyon / Rhône-Alpes

20 nov > 2 déc 2012

Mode d'emploi

UN FESTIVAL DES IDÉES

× Que fait-on des sciences humaines et
sociales et de la philosophie ?

Éduquer

Mercredi 28 novembre | 14h-15h30 | Université Lumière - Lyon 2

En partenariat avec:

tracés

UNIVERSITÉ
LUMIÈRE
LYON 2
UNIVERSITÉ DE LYON

Yves Citton / France
Bernard Lahire / France
Anne Revillard / France

Rencontre animée par :

Mathieu Potte-Bonneville
Institut Français de l'Éducation -
ENS Lyon

Marc Lenormand
Tracés

En présence de :

Jean-Luc Mayaud
Président de l'Université Lumière Lyon 2

GRANDLYON
communauté urbaine



Université Lyon 2 Campus Berges du Rhône - Quai Claude Bernard - Lyon 69007
Réservations auprès de la Villa Gillet - 04 78 27 02 48 - www.festival-modedemploi.net

Avec :



Yves Citton, professeur de littérature française à l'Université Stendhal-Grenoble 3, s'intéresse à l'imaginaire politique de la modernité occidentale. Membre de l'UMR LJRE et co-directeur de la revue *Multitudes*, il a publié en 2010 *L'Avenir des Humanités. Économie de la connaissance ou culture de l'interprétation ?* (La Découverte).

→ *Renverser l'insoutenable* (Seuil, 2012)



Bernard Lahire, sociologue, enseigne à l'ENS de Lyon, après avoir été membre de l'Institut Universitaire de France. Directeur de collection aux éditions La Découverte, il est aussi membre de comités scientifiques et de conseils éditoriaux internationaux de revues telle que le *Journal of Cultural Economy* (Royaume-Uni). Il a reçu en 2012 la médaille d'argent du CNRS.

→ *Monde pluriel. Penser l'unité des sciences sociales* (Seuil, 2012)



Anne Revillard enseigne la sociologie à l'Université Paris 13 – Villetaneuse et à Sciences Po Paris. Ses recherches actuelles portent sur la médiation institutionnelle, le genre dans la haute administration et les rapports entre mouvements sociaux, action publique et droit, notamment dans les domaines des droits des femmes et du handicap.

→ *Introduction aux études sur le genre*, avec L. Bereni, S. Chauvin, A. Jaunait (De Boeck Université, 2012)

Animé par :



Mathieu Potte-Bonneville est maître de conférence à l'École normale supérieure de Lyon et chercheur associé au laboratoire Anthropologie de l'écriture (IIAC) de l'EHESS. Il est président de l'Assemblée collégiale du Collège international de philosophie pour la période 2010-2013. Il fut également professeur de philosophie en classe préparatoire au lycée Jean Jaurès de Montreuil. Spécialiste de l'œuvre de Michel Foucault, il est l'un des administrateurs du « Portail Michel Foucault », proposant sur internet archives numérisées et bibliographie. Il est l'un des co-fondateurs de la revue *Vacarme*, trimestriel politique et culturel.

→ *D'après Foucault. Gestes, luttes, programmes*, avec P. Artières (Points, 2012)



Marc Lenormand est doctorant en études anglophones à l'Université Lumière-Lyon 2. Ses recherches portent sur l'histoire contemporaine de la Grande-Bretagne, les discours et pensées politiques, le mouvement ouvrier, le syndicalisme, les conflits sociaux et l'action collective.

Il est membre du comité de rédaction de la revue *Tracés*.

En présence de :



Jean-Luc Mayaud est professeur d'histoire contemporaine, spécialiste de la question de la « ruralité », Président de l'Université Lumière-Lyon 2, directeur du Laboratoire d'études rurales et rédacteur en chef de la revue *Ruralia*.

**Yves
Citton**

***Des sciences
humaines aux
cultures de
l'interprétation :
mode d'emploi***

Au vu de l'intitulé de l'événement qui nous réunit, et de la brièveté de l'exercice qui nous est demandé, je donnerai à mon intervention la forme d'un *mode d'emploi*. Il visera à répondre à la triple question posée par Mathieu Potte-Bonneville : que faire avec les sciences humaines, que faire *aux* sciences humaines et que faire *des* sciences humaines — avec, en arrière-fond et en point de mire, la question de l'éducation.

1. Changer leur nom. Dans les domaines que je connais le moins mal (études littéraires, philosophie, théorie politique, sémiologie, anthropologie), la référence aux « sciences » produit des effets idéologiques délétères. Depuis le dessèchement des études littéraires apporté par de prétendues « sciences des textes », hier, jusqu'à l'AERES qui, aujourd'hui, prétend donner un visa de scientificité aux revues philosophiques, le placage de l'idéologie de la scientificité sur nos domaines de recherche et d'enseignement est calamiteux et suicidaire. Si certains aspects du travail des sociologues, linguistes, économistes peut se réclamer de certains critères de scientificité, tant mieux pour eux et pour nous. Une part essentielle de notre travail relève toutefois d'un autre statut, irréductible à de la « science », mais tout aussi important. Première préconisation : *parlons d'« Humanités » pour désigner nos domaines de travail plutôt que de « sciences » humaines ou sociales.*

2. Les redéfinir comme des pratiques réfléchies de l'interprétation. Nous avons déjà quelques réponses aux questions posées. Que fait-on aujourd'hui à nos disciplines ? On les étouffe en voulant les mouler dans un modèle de scientificité qui les asphyxie. Que faut-il en faire ? Redéfinir leurs différentes fonctions, de façon à mieux voir ce qu'elles nous apportent vraiment, et comment elles peuvent le faire au mieux. Que faire avec elles ? Raffiner (préciser, expliciter) notre réflexion collective sur la façon dont nous interprétons nos réalités. Alors que les sciences physico-biologiques étudient les propriétés de la réalité matérielle, les Humanités étudient des *interprétations*, à savoir des façons d'identifier, de catégoriser, d'expliquer et d'agir sur les éléments composant notre réalité vécue. Deuxième préconisation : *plaçons la dynamique de l'interprétation au cœur de notre conception des Humanités.*

3. En faire à la fois des analyses et des vecteurs de subjectivation. Alors qu'une connaissance scientifique fait prétention d'être « objective », en ce sens qu'elle ne dépendrait pas de la singularité de l'observateur, une interprétation est toujours l'interprétation qu'un sujet particulier fait d'une certaine réalité. En tant que pratiques réfléchies de l'interprétation, les Humanités sont donc doublement liées aux processus de subjectivation. Elles les prennent pour objet d'une étude réfléchie, qui s'efforce d'être aussi critique que possible envers le contenu des subjectivations étudiées. Mais en tant que pratiques interprétatives, elles constituent elles-mêmes des vecteurs de subjectivation. Elles reposent donc autant sur des mécanismes d'empathie que sur des prises de distance critique. Troisième préconisation : *apprenons à considérer les processus de subjectivation à l'œuvre dans les Humanités comme aussi importants que les résultats de leurs recherches.*

4. Promouvoir les nuances et les gestes qui résistent aux catégorisations programmatrices. Les sciences physico-biologiques tendent à classer les objets en fonction d'explications causales qui nous permettent de prévoir et, par l'intervention

de la technologie, de contrôler leurs comportements futurs - ce qui est bien entendu infiniment précieux. Elles recourent donc à des classifications de nature exclusives, réductibles en termes binaires (séquences de 0 et de 1), et elles visent une logique de programmation, au sens étymologique où elles nous permettent de prédire (ou d'« écrire à l'avance » : *pro-grammer*) des comportements à venir. Par contraste, les Humanités trouvent leur objet premier dans les *nuances*, qui échappent aux catégorisations binaires, et dans les *gestes*, en tant que ceux-ci sont toujours soit en retrait soit en excès sur les programmations machiniques où on essaie de les enfermer. C'est à travers ces nuances et ces gestes que les individuations humaines se subjectivent. C'est lorsque nous tentons d'en saisir la signification que nous devons mobiliser les ressources de l'interprétation. Pour le dire plus brutalement : là où les sciences sociales se prêtent naturellement à devenir des instruments de gouvernement (ou de gouvernance), les Humanités sont des témoignages et des pratiques de résistance envers les entreprises de programmation. Quatrième préconisation : *apprenons à valoriser nos disciplines en tant qu'elles aident à promouvoir les nuances et les gestes qui font l'irréductible richesse et la précieuse diversité de nos humanités.*

5. S'inscrire dans la persistance d'une tradition. Alors que, selon l'idéologie scientifique aujourd'hui dominante, une connaissance vraie annule et efface les connaissances fausses qui la précédaient — avec pour conséquence caricaturale que les économistes formés aujourd'hui ignorent tout de l'histoire de leur « science » — les interprétations se succèdent, se complètent et se précisent de façon cumulative. De même qu'une interprétation émane toujours d'une certaine forme de subjectivation, de même ne peut-on interpréter que quelque chose qui préexiste (une composition musicale, un rôle, une phrase, une intention), quelque chose qui relève le plus souvent d'une interprétation antérieure. Le mouvement de l'interprétation vise donc moins à une découverte, à une invention ou à une création, qu'à une *reformulation*, apportant un infléchissement propre à quelque chose qui nous traverse, ajoutant une petite différence à l'intérieur d'un vaste mouvement de répétition. En ce sens, les Humanités sont conservatrices : elles contribuent à assurer la persistance de gestes et de nuances élaborées dans le passé, dont nos programmes gestionnaires ne savent pas (encore) rendre compte. Cinquième préconisation : *apprenons à concevoir l'éducation, non comme gouvernant une sortie de l'ignorance passée (e-ducere), mais comme assurant l'imprégnation de compétences collectives accumulées au fil des siècles.*

6. Revendiquer trois nouveaux droits : à la reformulation, à l'opacité, à l'équivoque. Contre l'idéal de transparence animant, en parallèle, l'idéologie scientifique universaliste et la gouvernementalité algorithmique globalisée, telle que celle-ci se met en place à travers nos nouvelles puissances de programmation numérisée, les Humanités ne peuvent accomplir leur travail interprétatif qu'en l'inscrivant sous les auspices d'une triple revendication. Certes, elles visent à réfléchir sur nos interprétations, et donc à en expliciter les modalités, les contenus, les déformations, les beautés et les insuffisances — ce qui les fait participer au grand mouvement d'explicitation entrepris par la modernisation. Mais leur attention aux nuances et à la singularité des gestes les conduit à valoriser les nœuds de résistance à l'explicitation, nœuds où elles nous apprennent à reconnaître la réserve de sens dont se nourrissent nos humanités. Avec Édouard Glissant, elles défendent donc un *droit à l'opacité*, contre les impératifs de la transparence. Avec Eduardo Viveiros de Castro, elles défendent un *droit à l'équivoque*, contre les procédures de programmations qui nous imposent des choix exclusifs et binaires. Contre la prégnance des formulaires, qui nous obligent à répondre à l'intérieur de paradigmes strictement pré-paramétrés par des logiciels mécaniquement inflexibles, elles réclament un *droit à la reformulation*, qui est au cœur de la pratique même de l'interprétation. Ces trois droits sont indispensables

au maintien d'une diversité d'humanités (poursuivant le déploiement d'une multitude de cultures propres), contre les pressions homogénéisatrices inhérentes au processus de globalisation. Sixième préconisation : *travaillons à raffiner nos traductions, mais veillons simultanément à cultiver les intraduisibles.*

7. Déboulonner la tyrannie de la non-contradiction. Contre l'idolâtrie d'une logique binaire qui fait de l'auto-contradiction le péché mortel de toute pensée, les Humanités sont là pour nous apprendre à nager dans les inévitables contradictions inhérentes à toute vie sociale. Opacité et équivoque, tensions contradictoires et attitudes ambivalentes sont au cœur de nos processus de subjectivation et de nos dispositifs de signification. À chaque fois que nous utilisons le principe de non-contradiction pour disqualifier la pensée ou les discours d'autrui, nous sapons le travail des raisons au nom de l'idéal leurrant de « la » raison. Ce sont les études littéraires qui peuvent ici nous servir de guide, en nous apprenant à considérer que l'auteur, quoi qu'il écrive, à toujours (ses) raison(s), et que toute (apparence de) contradiction relève d'une insuffisance de l'interprète (plutôt que de l'énonciateur). Septième préconisation : *partons du postulat que tout le monde, de tout temps, a toujours eu de bonnes raisons pour interpréter la réalité comme il l'a fait.*

8. Valoriser l'imitation gestuelle, autant que l'explicitation cognitive, dans la transmission des compétences. Dès lors que toute activité de recherche se situe à la frontière la plus avancée de l'explicitation, où elle bute encore sur des opacités, des équivoques, des nuances et des gestes irréductibles, les Humanités ont pour tâche didactique d'aider chacun de nous à devenir un chercheur aussi fin et aussi exigeant que possible. Pour ce faire, la plus mauvaise méthode est de transmettre des contenus. La progressive autonomisation de l'accès aux contenus, qui se poursuit depuis le moyen-âge, s'est dramatiquement accélérée au cours des dernières années, grâce aux merveilles de l'Internet. Ce qu'il faut transmettre, ce sont désormais à la fois des *désirs* et des *besoins* de contenus, des voies d'accès *privilegiées*, et surtout des *gestes exemplaires d'interprétation* de ces contenus. Huitième préconisation : *tirons les conséquences du fait que nous enseignons bien davantage par ce que nous faisons que par ce que nous disons.*

Bien entendu, il faudrait ajouter à ce mode d'emploi, trop rapide et trop abstrait, quelques préconisations concrètes pour mettre en place des institutions éducatives capables d'accueillir et de promouvoir des Humanités reconfigurées de cette façon. On en trouvera une première esquisse possible dans un article intitulé « Pour une heureuse réforme des universités » paru dans le n° 39 de la revue *Multitudes* [disponible en ligne sur <http://www.cairn.info/revue-multitudes-2009-4-page-128.htm>].

**Bernard
Lahire**

***Pour une utopie
réaliste : enseigner
les sciences du
monde social dès
l'école primaire***

« Un peuple est d'autant plus démocratique que la délibération, que la réflexion, que l'esprit critique jouent un rôle plus considérable dans la marche des affaires publiques. Il l'est d'autant moins que l'inconscience, les habitudes invouées, les sentiments obscurs, les préjugés en un mot soustraits à l'examen, y sont au contraire prépondérants. » (É. Durkheim, *Leçons de sociologie. Physique des mœurs et du droit*, 1890-1900.)

Alors que le combat pédagogique le plus urgent pour les sciences sociales paraît se situer au niveau du lycée où leur légitimité, à côté des « sciences » et des « humanités », est fréquemment remise en question, on peut se demander s'il est bien raisonnable (rationnel et stratégique) de s'interroger sur la possibilité d'un enseignement des sciences du monde social (sociologie et anthropologie notamment) dès l'école primaire. N'est-il pas utopique de s'« attaquer » au primaire, alors même qu'à l'université les sciences qualifiées, dans la plus grande tradition mythique, de « dures » renvoient encore les sciences du social au statut flou mais dévalorisant de sciences « molles » ?

Mais il est parfois des utopies réalistes. Ces utopies nécessitent, tout d'abord, la production d'arguments pour convaincre de l'importance de l'enseignement précoce des sciences sociales pour la vie collective et le développement mental et comportemental des enfants. Ce travail d'argumentation doit être accompli avec le plus grand sérieux, car il permet de répondre en partie à la question fondamentale que devrait se poser tout chercheur en sciences sociales : « Pourquoi des sciences sociales ? » ou encore « À quoi servent les sciences sociales ?¹ ».

Ce que je voudrais soutenir ici, c'est donc le fait que l'enseignement *pédagogiquement adapté* des sciences du monde social à l'école primaire – comme celui de l'histoire ou de la géographie, dont on n'oserait plus remettre aujourd'hui en cause la présence légitime au sein du cursus primaire malgré leur statut de savoirs savants – constitue une réponse adéquate, et plutôt meilleure que d'autres, aux exigences modernes de formation des citoyens.

Ces sciences, et notamment parmi elles, la sociologie et l'anthropologie, se sont historiquement construites contre les naturalisations des produits de l'histoire, contre toutes les formes d'ethnocentrisme fondées sur l'ignorance du point de vue (particulier) que l'on porte sur le monde, contre les mensonges délibérés ou involontaires sur le monde social. Pour cette raison, elles me paraissent d'une importance primordiale dans le cadre de la Cité démocratique moderne. Elles se sont peu à peu, au cours de leur histoire, imposées à elles-mêmes des contraintes souvent sévères en matière de recherche empirique de la vérité, dans la précision et la rigueur apportées à l'administration de la preuve et se distinguent par là même de toutes les formes d'interprétation hasardeuses du monde. Passant de la philosophie sociale, qui pouvait dissenter de manière générale et peu contrôlée, à la connaissance théoriquement-méthodologiquement armée et empiriquement fondée du monde social, sociologues

1. Cf. P. Bourdieu, *Questions de sociologie*, Minuit, Paris, 1980 ; N. Elias, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Pandora/Des sociétés, Paris, 1981 et B. Lahire (sous la dir.), *À quoi sert la sociologie ?*, La Découverte, Laboratoire des sciences sociales, Paris, 2002.

et anthropologues ont ainsi inventé une forme rationnelle de connaissance sur le monde social qui peut légitimement prétendre à une certaine vérité scientifique (même si celle-ci, comme dans d'autres sciences, n'est jamais définitivement établie). Lorsqu'elles sont fondées sur l'enquête empirique (quelle qu'en soit la nature), les sciences du monde social peuvent ainsi utilement, dans une démocratie, constituer un contrepoids critique à l'ensemble des discours tenus sur le monde social, des plus professionnels (discours politiques, religieux ou journalistiques) aux plus ordinaires.

À une époque où l'on évoque publiquement la nécessité de former à la citoyenneté, et où certains n'envisagent de répondre à cette exigence que par l'enseignement de la morale ou de l'éducation civique, il est étrange de ne pas voir éclore l'idée selon laquelle ces sciences du monde social pourraient être au cœur de cette formation : le relativisme anthropologique (qui n'a strictement rien à voir avec un ultra-relativisme « égalisateur » ou un indifférentisme éthique), la prise de conscience de l'existence d'une multiplicité de « points de vue » liée aux différences sociales, culturelles, géographiques, etc., la connaissance de certains « mécanismes » et processus sociaux (et non la seule visite guidée des institutions officielles de la République...), tout cela pourrait utilement contribuer à former des citoyens qui seraient un peu plus sujets de leurs actions dans un monde social dénaturalisé, rendu un peu moins opaque, un peu moins étrange et un peu moins immaîtrisable.

Alors que nous sommes désormais capables d'enseigner l'attitude scientifique à l'égard du monde physique et naturel, nous laissons tranquillement se développer des attitudes magiques et pré-rationnelles vis-à-vis du monde social. Norbert Elias a bien montré que, au cours de l'histoire, les hommes ont progressivement conquis une attitude de distanciation, tout d'abord par rapport aux phénomènes naturels puis, plus difficilement, à l'égard des phénomènes sociaux. En effet, les hommes des sociétés pré-scientifiques ont été matériellement et cognitivement impuissants face aux « caprices de la nature ». La science, elle, s'inscrit dans un processus de distanciation et de contrôle des affects. En donnant les moyens de ne pas prendre ses désirs pour la réalité, de voir les choses de manière moins directement attachée à la position de celui qui voit, l'attitude scientifique permet de sortir progressivement de l'implication (*involvement*) de l'homme vis-à-vis de la réalité : « Les membres des sociétés où règne la science ne sont généralement pas conscients du haut degré de distanciation, de maîtrise de soi et de neutralité affective requis pour reconnaître que des événements qui entraînent pour vous plaisir ou souffrance — et surtout de la souffrance — peuvent être le résultat tout à fait non intentionnel de causes inanimées, de mécanismes naturels sans but ou de ce que nous appelons le "hasard"². » Mais ce que les hommes ont réussi vis-à-vis de la nature avec force et efficacité, ils n'ont toujours pas su complètement le rééditer concernant le monde social. Elias note, à juste titre, un affaiblissement de l'attitude distanciée lorsqu'on passe du rapport à la nature au rapport au monde social. Il y a là un défi que l'École serait aujourd'hui en mesure de relever.

2. N. Elias, *Engagement et distanciation. Contributions à la sociologie de la connaissance*, Fayard, Paris, 1993, p. 95.

**Anne
Revillard**

De la « théorie du genre » aux études sur le genre : des savoirs en manque d'étude

La question de la place des savoirs en sciences humaines dans l'éducation et l'enseignement sera abordée ici à partir du cas des études sur le genre, domaine d'étude et dimension d'analyse à mon sens encore trop peu présents dans les cursus d'enseignement en France. Ces quelques pistes de discussion sont issues de réflexions développées avec Laure Bereni, Sébastien Chauvin et Alexandre Jaunait dans le cadre de la rédaction d'un manuel d'introduction aux études sur le genre¹, et sont également alimentées par le

très utile « état des lieux » sur le genre réalisé en 2011 par Laure Bereni dans le cadre d'un entretien pour *La vie des idées*².

Je soulignerai d'abord le double paradoxe de l'enseignement des études sur le genre, dont la faiblesse est paradoxale à la fois par rapport à la multiplication des recherches dans ce domaine, et par rapport à l'importance sociale et politique des questions de genre dans les sociétés contemporaines. Je proposerai ensuite quelques hypothèses d'explication de la faiblesse de ce champ d'étude, en montrant comment les critiques dont il fait l'objet révèlent des enjeux plus généraux quant aux rapports entre science, société et politique.

Le constat : une faiblesse doublement paradoxale

Si l'on compare la situation actuelle au moment du développement des premiers travaux relevant des études féministes en marge de l'université dans les années 1970, force est de constater que les études sur le genre ont connu un processus d'institutionnalisation, à la faveur notamment de l'appellation « genre » qui a pu, par un effet de dépolitisation, faciliter l'intégration de ces réflexions sur les inégalités entre femmes et hommes et sur les sexualités dans les cursus d'enseignement. Il existe donc aujourd'hui des cours sur le genre à l'université, notamment au niveau master, ainsi qu'un petit nombre de formations spécialisées (à Lyon 2, à Toulouse-Le Mirail et à l'EHESS notamment). Il n'en demeure pas moins que le développement des enseignements sur le genre reste bien moindre que ce que l'on peut constater dans beaucoup d'universités étrangères, et encore très insuffisant aux niveaux inférieurs de l'enseignement (enseignement primaire, secondaire, et niveau licence dans le supérieur).

Or cette faiblesse, dans le champ académique français, est spécifique à l'enseignement : le décalage est frappant par rapport à l'état des *recherches*, qui sont particulièrement dynamiques. De plus en plus de thèses sont soutenues, de plus en plus d'étudiant(e)s de master veulent travailler sur des sujets relatifs au genre, et il est étonnant de voir un domaine des SHS qui attire autant les vocations de recherche et qui en même temps existe si peu institutionnellement en tant que tel dans la formation des étudiant(e)s. Par conséquent, l'apprentissage se fait encore pour l'essentiel « sur le tas », par autoformation.

Cette faiblesse de la formation est par ailleurs surprenante au regard de l'*importance à la fois sociale et politique de l'enjeu*. Les rapports de genre ont connu des transformations

1. Bereni, Laure, Sébastien Chauvin, Alexandre Jaunait, et Anne Revillard, *Introduction aux études sur le genre*. Bruxelles: De Boeck, 2008 (2^e éd. 2012).

2. Bereni, Laure, « Genre : état des lieux », *La vie des idées*, <http://www.laviedesidees.fr/Genre-etat-des-lieux.html>

considérables dans les dernières décennies : les inégalités entre femmes et hommes se sont trouvées atténuées dans certains domaines, redéployées dans d'autres, les normes de genre sont à la fois questionnées et renforcées... Les questions de genre sont par ailleurs au cœur des débats politiques contemporains, qu'il s'agisse par exemple du mariage des couples de même sexe, du port du voile dans les lieux publics, ou encore de l'accès des femmes aux responsabilités politiques et économiques. La notion même de genre est devenue en tant que telle un objet de controverse politique, sous la forme de l'invocation critique d'une supposée « théorie du genre » par une partie de la droite conservatrice. Ces critiques se sont notamment cristallisées à l'automne 2011, suite à l'inclusion de références à la construction sociale des identités sexuées et sexuelles dans les manuels de biologie au lycée ; plus récemment, la manifestation du 17 novembre 2012 contre le mariage pour tous à Paris faisait figurer une banderole affirmant « mariage pour tous = théorie du gender pour tous », la « théorie du gender » se trouvant ainsi brandie comme une forme de menace.

Ceci invite à se pencher sur les raisons du manque de légitimité persistant des études sur le genre, comme en témoigne notamment la faiblesse de leur enseignement.

Quelles explications ? Un savoir contesté

L'analyse du manque de légitimité de l'enseignement des études sur le genre est intéressante du point de vue de la problématique de l'éducation aux sciences sociales, car elle met en lumière des enjeux qui traversent l'enseignement des sciences humaines et sociales dans le rapport de ces dernières aux autres disciplines d'enseignement, notamment scientifiques, mais aussi à la société et au politique.

Le défaut de légitimité des études sur le genre est d'abord le reflet de la situation de subordination sociale dans laquelle se trouvent celles qui en sont au premier chef à la fois le sujet et l'objet, les femmes. Ces études sont en effet le plus souvent portées par des femmes, et leur faiblesse institutionnelle reflète pour partie le plafond de verre auquel se heurtent les femmes dans les sciences humaines comme dans d'autres disciplines académiques. Ces études sont par ailleurs communément perçues comme des études sur les femmes, groupe social lui-même dominé, et dont la domination a longtemps été soit niée, soit perçue comme secondaire ou anecdotique dans les sciences sociales, par rapport au rapport social de classe. On peut déplorer à cet égard que les sciences sociales aient longtemps été marquées par une vision monodimensionnelle des inégalités sociales, faisant en sorte que toute identification de rapports sociaux autres que la classe (rapports de genre, de race, etc.) pouvait être perçue comme une remise en cause de la lecture en termes d'inégalités de classe, là où co-existent dans la société des inégalités plurielles.

Les études sur le genre sont par ailleurs contestées au titre de leur dimension militante : elles seraient non scientifiques, donc non dignes d'enseignement, car politiques. C'est là que la polémique est particulièrement intéressante par rapport aux enjeux de l'éducation aux sciences sociales, et plusieurs clarifications sont nécessaires ici. Tout d'abord, les études sur le genre ont effectivement des origines militantes (elles n'auraient pas existé, ou en tout cas sûrement pas sous cette forme, sans le mouvement des femmes de la seconde vague), et nombre de chercheuses et chercheurs dans ce domaine sont motivé-e-s et/ou animé-e-s par des convictions féministes. Contre une tendance à utiliser la notion de genre comme moyen de mettre à distance la dimension militante, cette dernière est quelque chose qu'il me semble important d'assumer, car nier l'héritage militant reviendrait à appauvrir considérablement la réflexion sur le genre comme rapport de pouvoir, et concrètement, à occulter des écrits essentiels pour ce champ d'étude. Ensuite, il importe

de souligner que ces origines militantes ne sont pas le propre des études sur le genre ; cela correspond à une caractéristique plus générale des réflexions sur les inégalités dans les sciences sociales (le marxisme, qui a alimenté les travaux sur les classes sociales, n'était pas non plus un paradigme « purement » scientifique). Or dans le domaine des inégalités de genre comme dans celui des inégalités de classe, le fait d'avoir été initialement inspiré par des dynamiques militantes n'a pas empêché le déploiement d'un savoir scientifique, produit selon les critères classiques de scientificité propres aux sciences sociales (travail d'investigation empirique, analyse et effort de neutralisation du rapport aux valeurs dans la démarche d'enquête et d'analyse, cumulativité des savoirs...).

Mais au-delà de l'entreprise de discrédit d'un champ du savoir scientifique au motif de ses *origines* militantes, l'accusation de militantisme vise aussi – et c'est peut-être d'ailleurs plus cela qui la motive sur le fond – la *portée* politique des études sur le genre. C'est à mon sens ce qui explique la virulence des critiques adressées à ce champ du savoir lorsqu'il est question de sa transmission, de son enseignement, de son inclusion dans des entreprises éducatives. Ce qui inquiète alors les critiques est bien la portée subversive de ce champ d'étude, son potentiel de transformation sociale, au même titre que toute autre réflexion de sciences sociales sur les inégalités et leurs processus de reproduction. Ici encore, il me semble que la critique vise juste, en un sens. Oui, les études sur le genre peuvent avoir un potentiel de transformation sociale et individuelle. Non, il ne me semble pas indifférent, pour des lycéen(ne)s, de suivre ou non des cours sur la construction sociale et historique de la sexualité, sur les inégalités professionnelles entre hommes et femmes ou encore sur la socialisation différenciée selon le sexe. Pour autant que les savoirs de sciences sociales puissent avoir une portée de transformation sociale, un effet de « conscientisation » sur les acteurs (portée sur laquelle je ne serais pas à même de me prononcer), les études sur le genre sont de bonnes candidates pour ce type d'effets.

En d'autres termes, les études sur le genre sont nourries par des dynamiques militantes, et leur enseignement est susceptible d'avoir des effets de transformation sociale pour autant que l'enseignement des sciences sociales puisse avoir ce type d'effets... mais ces études n'en demeurent pas moins un champ du savoir à la scientificité incontestable, et qui a pleinement sa place parmi les sciences humaines et sociales, si l'on en juge par les méthodes d'enquête utilisées et les analyses produites dans la majorité des travaux. Les études sur le genre et les enjeux liés à leur enseignement sont ainsi particulièrement heuristiques quant aux articulations entre rapport aux valeurs, sciences, société et politique.

Retrouvez
les invités de
Mode d'emploi
en Région
Rhône-Alpes

Le temps, la vie, l'attente

Jeu 29 novembre | 15h | Médiathèque
François Mitterrand (Meyzieu)

La médiathèque François Mitterrand invite le philosophe **Nicolas Grimaldi**, auteur d'une vaste œuvre dédiée à l'exploration du temps, de l'imaginaire et de la conscience.

27 Rue Louis Saulnier - 69330 Meyzieu
Tél : 04 37 44 30 70 - www.bm-meyzieu.fr

Espace librairie

Librairie Ouvrir l'Œil

18 rue des Capucins - Lyon 1er
Tél : 04 78 27 69 29
ouvrirloeil.blogspot.com

Dédicaces

> Après chaque rencontre, les écrivains vous attendent à l'espace librairie de *Mode d'emploi*.

france
inter

101.1 - 99.8

Retrouvez les invités de *Mode d'emploi* en direct dans les émissions de France Inter

> SERVICE PUBLIC

de **Guillaume Erner**

du lundi au vendredi de 10h à 11h

[programmation en cours]

> ON VA TOUS Y PASSER !

de **Frédéric Lopez et Yann Chouquet**

du lundi au vendredi de 11h à 12h30

Disponible à l'espace librairie du festival *Mode d'emploi*



VILLA GILLET :
AMERICA. INTELLECTUAL PORTRAITS

TRIMESTRIEL n° 27
NOVEMBRE / DÉCEMBRE / JANVIER 2013
BOUTIQUE INTELLECTUELLE - PARIS



Grâce au soutien du conseil de la création Artistique, présidé par Marin Karmitz de février 2009 à avril 2011, la Villa Gillet a mené à New York un programme d'échanges franco-américains dans le domaine des sciences humaines et de la philosophie. Le festival **Walls and Bridges : Transatlantic Insights**, résultat de cette initiative, a rencontré un franc succès auprès du public américain, rassemblant penseurs et artistes dans différents lieux de la ville pour plus de 30 jours d'événements en 2011. Désormais bien installé à New York, et aujourd'hui soutenu par le Ministère de la culture et de la communication pour les éditions de 2012 et 2013, cet événement a été l'occasion de découvrir de nombreux intellectuels américains encore méconnus en France, et de créer de réels échanges avec leurs homologues français.

Le numéro spécial d'Art press 2, « Amérique : mode d'emploi » est le fruit de ces rencontres transatlantiques.

Prolongez le débat, postez vos commentaires sur
www.villavoice.fr

× Le Blog

de la Villa Gillet

en partenariat avec Rue89Lyon et le master journalisme de l'IEP

Retrouvez-y aussi :
les articles des lycéens de l'Académie de Lyon,
les réponses des invités du festival,
des chroniques, reportages et interviews des étudiants rhône-alpins...



Les partenaires de *Mode d'emploi*:



Ce festival est soutenu par la Délégation Générale à la Langue Française et aux Langues de France.



Les partenaires des Subsistances :

